

LUNDI 8 JUIN 2026

noûs

ENTRETIEN

LE SOLIDARISME, MATRICE DU SOCIALISME

PAR FRÉDÉRIC RAMEL
PROFESSEUR DE SCIENCE POLITIQUE
À SCIENCE PO PARIS

www.noûs.fr

Frédéric Ramel est professeur de science politique. Ses travaux portent sur la paix, le multilatéralisme et la place de l'éthique dans les relations internationales. À rebours d'une lecture purement stratégique du monde, il défend une conception exigeante de la bienveillance : ni mollesse ni renoncement, mais effort continu d'ajustement. Entretien sur ce que pourrait être, aujourd'hui, une pensée de gauche de la paix.

LE SOLIDARISME, MATRICE DU SOCIALISME

Tous les indicateurs pointent une dégradation stratégique : hausse des transferts d'armes, des dépenses militaires, des victimes des conflits. Cette impression d'assister à une accélération guerrière vous paraît-elle juste ?

Les statistiques dessinent en effet une tendance nette. Si l'on prend les données du SIPRI (1), les transferts d'armement augmentent, ainsi que les dépenses militaires. Le nombre de victimes des conflits armés progresse : on dépasse les 200 000 morts par an, ce qui s'approche des quelque 270 000 de la guerre froide. Et le Bulletin of the Atomic Scientists ne cesse de rapprocher les aiguilles de son horloge de l'apocalypse. Tout cela est inquiétant. Mais ce n'est que le haut de l'iceberg. Ce qui est aussi très préoccupant, c'est que toute l'énergie consacrée à penser la paix est mise sous le tapis. Un exemple : depuis un an et demi, une campagne porte sur la révision de la charte des Nations unies, pour revitaliser ses instances et y faire entrer par exemple les jeunes générations. Les médias n'y prêtent aucune attention. On crée la *Red Team* (2) pour imaginer la conflictualité future mais on n'investit pas vraiment dans les manières de réaliser la paix.

On définit souvent la paix par le négatif : l'absence de guerre. Vous écriviez il y a dix ans qu'elle vise aussi à « satisfaire les besoins humains fondamentaux d'ordre socio-économique, écologique voire spirituel. » Reprendriez-vous cette définition ?

« Cultiver la bienveillance, ce n'est pas adhérer à un monde de Bisounours. Ce n'est ni la mollesse d'esprit, ni la mollesse de conduite. »

Je n'en changerais pas une virgule. Parce qu'il faut tenir les deux bouts. Il y a d'abord la paix négative : c'est l'absence de conflits armés, la régulation du recours à la force, en amont comme en aval. Cette dimension ne doit pas être occultée : elle est aujourd'hui fragilisée, et des acteurs comme la Finlande ou l'Ukraine sortent de processus de désarmement. Mais il ne faut pas occulter non plus cette dimension de paix positive, cette idée que la paix ne se restreint pas à l'absence de guerre. Les conditions sociales, économiques et environnementales d'existence des individus ordinaires, si l'on n'y prend pas garde, sont le lit de nouvelles conflictualités. Le socialisme en sait quelque chose ! Travailler à ces conditions, c'est déjà faire la paix. C'est comme M. Jourdain qui fait de la prose sans le savoir : quand vous faites votre compost, quand vous recherchez du commun à l'échelle locale, quand vous vous battez pour un salaire décent pour tous, vous faites déjà de la pacification. Si l'on ne pense pas à cette dimension, on risque de fabriquer les guerres futures.

1 Stockholm International Peace Research Institute : <https://www.sipri.org>

2 La Red Team Défense est un programme d'anticipation stratégique lancé par l'Agence de ;innovation de défense, avec l'état-major des armées, la Direction générale de l'Armement et la direction générale des Relations internationales et de la Stratégie.

« Pas de justice, pas de paix », entend-on dans les manifestations. Est-ce le slogan de votre paix positive ? Et de quelle justice parle-t-on ?

À l'échelle internationale, la justice distributive a dû mal à se mettre en place, contrairement à la justice ayant une fonction correctrice. Celle-ci peut passer par des voies conventionnelles, par exemple quand un État membre de la Cour pénale internationale doit coopérer avec elle. Mais elle peut aussi passer par des voies traditionnelles, comme le prouvent certaines instances mise en place suite aux conflits armés dans la région des Grands Lacs ou après l'apartheid en Afrique du sud. La réflexion sur la justice dépasse ces sphères pour inclure le rapport à l'autre et plus généralement l'éthique de la relation. Ce qui comprend les mémoires des colonisations, à l'instar de la problématique de la restitution des biens culturels.

Vous plaidez pour une lecture des relations internationales par bienveillance. Dans un champ dominé par la « realpolitik », n'est-ce pas une catégorie incongrue ?

Paradoxe plus qu'incongrue. Les relations internationales sont le plus souvent appréhendées au prisme des rapports de force. Ceux-ci ne doivent pas être esquivés. Mais en écrivant *La bienveillance dans les relations internationales*. Un essai politique, je me suis aperçu qu'il existe de riches traditions de pensée qui mettent en relief d'autres dimensions. Dès l'Antiquité, chez Thucydide lui-même, et hors de l'Occident chez Mencius, la bienveillance est articulée à la politique et aux relations internationales. La bienveillance, ce n'est pas seulement promouvoir le bien de façon raisonnable. Cela commence par la non-nuisance : ne pas causer de préjudice à autrui. Et cela se poursuit par la tempérance, la retenue stratégique. Thucydide ne dit pas autre chose. Il ne fait pas l'apologie de la domination et de la violence, au contraire ! Il critique le débordement et l'hubris. Il est le précurseur d'une bienveillance négative - ne pas produire de préjudices, avant de prendre en compte des actions positives - comme porter secours aux personnes vulnérables. En travaillant sur cet essai, j'ai d'ailleurs découvert un ouvrage de Jacqueline de Romilly : *La douceur dans la pensée grecque*.⁽³⁾ Au moment même où les Grecs se font la guerre, l'idéal de douceur reste un référent, y compris dans les relations entre cités.

La bienveillance a une face obscure : le paternalisme, qui impose à l'autre sa propre conception du bien. Comment échapper à ce travers ?

C'est en effet la critique adressée par exemple à l'aide publique au développement. D'ailleurs, les coups de rabots de la part des pays occidentaux n'entraînent pas un simple effilochage de cette aide, c'est un effondrement qui se manifeste. Il y a pourtant tout un ensemble d'acteurs, en particulier sociétaux, qui s'appuient sur une logique d'accompagnement plus que d'imposition. Je pense à l'ONG Karuna, au nord de l'Inde et au Népal : une empreinte la plus minimale possible, des salariés locaux, une formulation des demandes des populations à l'origine de toute action. Séverine Autesserre, dans *Les Fronts de la paix*, montre le même phénomène à propos des opérations de maintien de la paix. La paix libérale, qui exige des institutions démocratiques, des élections, une recette importée, est une conception « top-down ». Or, *Les Fronts de la paix* mettent l'accent sur l'existence de nombreux projets qui partent bel et bien des préoccupations locales.

³ Jacqueline de Romilly, *La douceur dans la pensée grecque*, Paris, Les Belles Lettres, 1979, 347 p. (coll. « Études anciennes »).

Dès que l'on s'appuie sur les besoins formulés localement, on évite le paternalisme, soit l'imposition d'une morale du fort sur le faible. Aujourd'hui, la Chine tient un discours et entend mener une véritable politique de bienveillance. Elle a son navire-hôpital dans le Pacifique, et développe des infrastructures sur ses nouvelles routes de la soie. Mais cette politique comprend aussi une hiérarchisation : une forme de *potlatch*(4) - pour faire écho ici avec une institution bien décrite par les anthropologues. Ce potlatch correspond à une fête au cours de laquelle se manifeste la supériorité du groupe qui l'organise. A travers cette fête, les sociétés bénéficiaires deviennent redevables sans qu'elles puissent rendre. Elles révèlent alors une domination. Par contraste, la diplomatie est un effort continu d'ajustement des intérêts. Pratiquer la bienveillance consiste à maintenir à l'esprit cette conduite d'ajustement.

Prenons un cas concret. Face à l'offensive russe en Ukraine, comment articulez-vous votre éthique de la bienveillance avec une doctrine de la guerre juste ?

C'est l'une des questions les plus délicates. Permettez-moi de passer par le philosophe Kant. Dans sa réflexion sur la paix perpétuelle, il pense une pacification entre États démocratiques fondée sur une organisation internationale et le droit à l'hospitalité universelle. Mais c'est une paix « séparée » : Kant n'a jamais dit que la guerre disparaîtrait. À l'égard des États qui refusent ces principes, il parle d'« ennemis injustes », contre lesquels tous les moyens sont permis. Kant, ici, peut justifier le recours à la violence contre les ennemis de la paix. La bienveillance, elle, se tient sur une ligne de crête, entre la force et le droit. Peut-on avoir une politique bienveillante à l'égard d'un acteur qui n'applique pas le droit international public ? En février 2022, l'interprétation extensive de l'article 51 de la charte, qui fait référence à la légitime défense, a été invoquée pour les provinces de l'Est de l'Ukraine, qui ne sont pas membres des Nations unies. C'est un travestissement total de la charte. La ligne rouge est là. Quand le droit international, la charte, mais aussi le droit international humanitaire, le *jus in bello*(5) n'est pas appliqué, on ne peut pas être bienveillant. On doit rappeler la règle, et être ferme.

Cultiver la bienveillance, ce n'est pas adhérer à un monde de Bisounours. Ce n'est ni la mollesse d'esprit, ni la mollesse de conduite. C'est commencer par rappeler la règle qui impose la retenue stratégique. Le discours du représentant kényan au Conseil de sécurité en février 2022 contre l'impérialisme et le non-respect du droit international en est l'une des expressions. Pour préciser, j'ajouterai une image que l'on doit au philosophe David Hume : la bienveillance, c'est une brique. Elle sert à établir la civilité, construire du lien, entretenir la relation à l'autre. Mais Hume la distingue de la justice qui, elle, correspond à une clé de voûte. Qu'elle se fende voire disparaisse, l'édifice s'effondre. La bienveillance est importante. Sans elle, pas de diplomatie. Mais elle est moins fondatrice voire nécessaire que la justice. Très concrètement, vis-à-vis de la Russie, cela suppose de séparer les domaines de négociation. La Russie a signé le traité sur la haute mer en pleine guerre contre l'Ukraine. Preuve qu'il existe des espaces de négociation, notamment en matière de multilatéralisme social, où des ajustements d'intérêts restent possibles. Encore faut-il être capable de distinguer les secteurs — ce qui n'est pas toujours possible, parce que l'acteur, en face de nous, ne le permet pas toujours.

« L'hégémon garde une capacité de nuisance, mais il ne contrôle pas tout. Bref, le monde est plus grand que celui de Donald Trump. » »

4 Le Potlatch désigne une cérémonie de don et de destruction ostentatoire de richesses chez les peuples de la côte nord-ouest de l'Amérique, où le prestige se mesure à ce que l'on donne. Voir Marcel Mauss, *Essai sur le don* (1925).

5 Droit régissant la manière de conduire la guerre (protection des civils, proportionnalité), par opposition au *jus ad bellum*, qui porte sur la justification du recours aux armes.

Vous faites du respect du droit international le seuil de la bienveillance. Mais le droit est lui-même un état du rapport de force. Il peut être injuste. Comment arbitrer quand le droit est « tordu » ?

Le droit peut devenir espace de rivalité entre États, et même entre acteurs privés : ce que l'on qualifie de lawfare désormais incorporé aux doctrines des grandes puissances : la Russie, la Chine, les États-Unis. Il faut le prendre en considération. Mais, sans faire de juridisme, je crois qu'au-delà de ces instrumentalisations, nous disposons de textes et d'institutions qui garantissent une certaine cohérence d'ensemble. Quand l'Afrique du Sud dépose plainte devant la Cour internationale de justice à propos de la situation à Gaza, on peut y voir du lawfare ; mais quand la Cour rend son ordonnance et clarifie des points de droit, il y a production d'une référence normative. Pour les 75 États qui ont reconnu sa compétence obligatoire (l'Allemagne est le dernier en date), il y a une autorité de chose jugée : en cas de contentieux, c'est la Cour qui tranche. Et même pour les autres, ses décisions ont des effets dissuasifs : plusieurs États ont nuancé leur coopération militaire avec Israël à la suite de ses positions. Malgré le lawfare, des institutions comme la CIJ ou la CPI, sont là pour dire le droit. Elles donnent une clé interprétative qu'il ne faut pas mettre de côté. Ce n'est pas parce que des États violent des règles de droit que ces mêmes règles de droit disparaissent.

« L'idée que l'interdépendance favorise la paix et la prospérité a volé en éclats », résume Anabel González, ancienne directrice adjointe de l'OMC. L'interdépendance est-elle une vulnérabilité ? Le libre-échange, un moteur de guerre ?

La formule est un peu simplificatrice : l'interdépendance économique et commerciale est ambivalente, et tout dépend de la manière dont elle est vécue. Vécue positivement, dans des chaînes de valeur internationalisées, elle nourrit la prospérité des sociétés. Mais certains travaux ont montré qu'elle pacifie surtout dans le voisinage proche, beaucoup moins à distance. Quant au libre-échange, il a été, dans l'histoire, un moteur de guerre : le développement colonial, la projection du capitalisme se sont faits aussi par des moyens violents. Ce que révèlent les situations d'interdépendance contemporaines, ce sont de nouvelles vulnérabilités : notre dépendance aux hydrocarbures, aux métaux rares. Aucune société ne renonce à la modernité numérique, donc à plus d'extraction, plus d'électrification, plus d'accès à ces métaux dont la Chine maîtrise le raffinage. Cela crée des frictions, voire des tensions.

« Quand vous faites votre compost, quand vous recherchez du commun à l'échelle locale, quand vous vous battez pour un salaire décent pour tous, vous faites déjà de la pacification. »

Dans Dix œuvres musicales à l'ONU(6), vous montrez comment les symboles tissent l'ordre international. Faut-il diagnostiquer aujourd'hui une « panne symbolique », une absence de récit démocratique face aux narratifs de Trump et de Poutine ?

Oui.

On ne rêve plus de paix ; au mieux, on rêve d'une absence de guerre, et encore. La panne symbolique est d'autant plus flagrante que, depuis 1954, le concert annuel des Nations unies n'a été annulé que trois fois : en 1996 et en 2013 pour des raisons budgétaires ou de rénovation, et le 24 octobre dernier. Le concert d'anniversaire des 80 ans de l'organisation ne suscite guère d'énergie. Le cœur n'y est pas. Cela dit, panne symbolique ne rime pas avec effondrement. Des institutions multilatérales résistent, et même les États-Unis ne sortent pas de tout le système onusien. Toutefois, il faut noter que face aux narratifs de Trump et de Poutine, il y a très peu de voix cohérentes, y compris en Europe. Sur l'enlèvement de Nicolás Maduro, un acte attentatoire au droit international, je ne vois guère que Pedro Sánchez pour tenir ce type de narratif. Pour lui, Maduro n'est pas un président légitime, il n'a aucune volonté de le soutenir, mais le mode opératoire de Trump sort du droit. Sánchez tient la même ligne sur Gaza : Israël a le droit de se défendre, mais pas en piétinant le droit international humanitaire. Le récit démocratique oblige à la nuance, et c'est là sa difficulté. Le récit autoritaire ou illibéral, lui, flatte les identités nationales. Il ne fait pas dans la nuance. Expliquer la situation en Ukraine demande beaucoup de temps. L'argument identitaire de Poutine, lui, est simple : « l'Ukraine fait partie de la Russie ». Et tant pis si mille ans d'histoire nous disent autre chose. Il y a là une reconstruction a posteriori du récit. Or, à l'intérieur même des sociétés démocratiques, la polarisation affective progresse. On ne distingue plus la personne et l'idée qu'elle porte. Dans ces conditions, la délibération devient impossible. L'outrance ferme le débat.

Trump a retiré les États-Unis de dizaines d'organisations multilatérales. Est-il en train de tuer le multilatéralisme, ou voit-on en émerger un nouveau ?

L'éroulement de l'aide humanitaire et du financement du développement est réel, mais la tendance précédait Trump. Même les États scandinaves, pourtant exemplaires dans ce domaine, arbitraient déjà en faveur de la sécurité ces dernières années. Cela dit, Trump ne fait pas fi de tout multilatéralisme. Il reste investi dans le multilatéralisme technique, avec par exemple l'Union internationale des télécommunications, dont il a soutenu la directrice américaine, parce qu'il y a là des enjeux de normes pour la tech américaine. Par ailleurs, il n'est pas tout à fait hostile à un multilatéralisme qui rime avec simple coexistence des États sans incidence sur ce qui se passe à l'intérieur des frontières. Surtout, il pratique ce que l'on peut appeler un bi-multilatéralisme : un cadre multilatéral soumis en dernier ressort au bilatéralisme. Les accords Artemis, dans le domaine spatial, en sont un exemple. Cette constellation d'accords bilatéraux signés par les États-Unis avec d'autres agences ont pour pivot une relation bilatérale favorable aux États-Unis. Ce n'est pas la fin du multilatéralisme : c'est une certaine façon de le pratiquer, hors du cadre onusien. Et ce n'est pas entièrement nouveau. Depuis la Somalie et les pertes militaires des années 1990, Clinton appliquait déjà un « multilatéralisme sélectif » pour soutenir les Nations unies seulement lorsque l'intérêt américain l'exigeait. Mais démocrates ou républicains voyaient que la légitimité d'une action reposait sur elles. On se souvient, par exemple, du discours fondé sur de fausses informations de Colin Powell en 2003 au Conseil de sécurité. Aujourd'hui, il y a un virage à 180 degrés. On assiste à une critique frontale de la légitimité même de ces institutions.

6 Frédéric Ramel, Dix œuvres musicales à l'ONU. Une diplomatie du sensible, Paris, CNRS Éditions, coll. « Biblis », 2026, 280 p.

Ce retrait révèle une dépendance : le budget onusien reposait pour l'essentiel sur un seul acteur. Le reste du monde s'en émancipe-t-il ?

C'est en effet une douche froide. Tout l'édifice onusien ne tient qu'à un fil budgétaire. La tendance aux priorités nationales était déjà repérable dans l'effacement progressif des cotisations obligatoires au profit des contributions volontaires. C'est une manière pour les États de flécher leur argent vers des politiques précises. À l'OMS, avant le Covid, les contributions volontaires étaient ainsi largement majoritaires et l'organisation se retrouvait incapable de fixer une ligne moins tributaire du bon vouloir des États. Les Européens prennent conscience de cette dépendance. Nous nous sommes trop habitués à un « Gulliver » - pour reprendre l'expression de Stanley Hoffmann - intéressé éternellement par nous. Mais les autres : le Brésil, l'Afrique du Sud, la Turquie, l'Inde, sont déjà dans le monde du XXI^e siècle : ils pratiquent le hedging, la couverture des risques qui consiste à ne pas mettre tous leurs œufs dans le même panier. Modi se rapproche de Xi Jinping à Tianjin tout en restant lié à Poutine et en signant un accord avec l'Union européenne. La Turquie s'entend avec Poutine comme avec Zelensky. Le Brésil dépend des engrais russes mais signe maintes fois ses liens avec l'UE. Entre ces représentants du « Sud global », le seul dénominateur commun est de ne pas souscrire à l'ordre occidental. Pour le reste, chacun a son propre agenda. Tous ont compris qu'il ne fallait être dépendants ni des États-Unis ni de la Chine. Un chercheur internationaliste comme Amitav Acharya parle ainsi d'un « monde moins un » : un monde sans l'hégémon reste un monde. L'hégémon garde une capacité de nuisance, mais il ne contrôle pas tout. Bref, le monde est plus grand que celui de Donald Trump.

L'internationalisme, avec Jaurès et Blum, a longtemps été une coordonnée majeure de la gauche. Il semble aujourd'hui déserté par les militants. Existe-t-il une tradition socialiste de l'internationalisme à reprendre ?

Je répondrai en mettant en relief un terreau, en soulignant une tension, et en formulant une proposition. Le terreau correspond à l'évolution des classes moyennes occidentales, françaises en particulier. Un effritement de leur pouvoir d'achat, de leur statut, de leurs rêves pour leurs enfants ; créé une forme de recroquevillement, dont la *courbe de l'éléphant* (7) rend compte. L'intérêt pour le lointain s'efface alors au profit de « ma condition sociale, ici, d'abord ». L'étranger lointain et son sort restent alors à distance. La tension, ensuite : entre patriotisme et pacifisme. Aucun pacifisme n'a empêché le déclenchement d'une guerre. Le plus actif, pendant la guerre du Vietnam, a permis d'en arrêter une, pas de l'éviter. Et les immenses mobilisations transnationales de 2003 n'ont pas enrayé la guerre entreprise par George W. Bush contre l'Irak. Quand l'attachement national l'emporte, l'internationalisme peine à se frayer un chemin. La proposition, enfin : le solidarisme. Le solidarisme originel - libéral et socialiste à la fois, attaché aux droits humains comme à la condition ouvrière, au projet assurantiel - reste pour moi l'une des matrices du socialisme.

Face à l'horizon réactionnaire qui se densifie, je reprendrais la distinction de Bergson, dans *Les Deux Sources de la morale et de la religion*, entre le clos et l'ouvert. L'internationale réactionnaire repose sur le clos : une alliance de sociétés refermées sur elles-mêmes, une simple coexistence des États, l'indifférence à ce qui se passe à l'intérieur dans d'autres sociétés. Le solidarisme, qui met la solidarité au cœur de l'action politique, c'est l'ouvert : s'ouvrir à l'autre, au dialogue, ajuster les réponses aux enjeux du temps. Avec une originalité que le solidarisme initial de Léon Bourgeois n'avait pas : celle du planétaire. Aucune trajectoire de société n'est isolée des autres, surtout à l'heure de l'anthropocène. C'est autour de cette idée de solidarité que quelque chose d'alternatif pourrait se concevoir. Mais elle est difficile à porter aujourd'hui, où la seule solidarité dont on parle est une solidarité nationale qui exclut les personnes migrantes, celles-là mêmes qui font tourner l'économie. Un diplomate me confiait un jour cette phrase d'un responsable africain : « si vous voulez fermer les frontières, alors vous devrez tripler l'aide au développement ». En effet, les transferts monétaires des migrants vers leurs sociétés d'origine en représentent plusieurs fois le montant : 743 milliards en 2023 selon la Banque mondiale, contre 223 milliards pour l'Aide publique au développement à la même période.

7 La courbe de l'éléphant, dont le nom fait référence à son aspect, décrit la répartition inégale de la croissance des revenus.

Nous pensons le monde avec un regard daté : le planisphère eurocentré autour du méridien de Greenwich, le modèle westphalien. Regardons-nous une étoile morte qui continue de briller ? À quoi ressemblerait le monde de demain ?

D'un côté, la Chine semble assez forte à ce jeu : elle promeut une représentation du monde centrée sur l'Asie, avec la chaîne himalayenne au milieu et les deux pôles. L'empire du milieu n'y est plus continental : il est terrien, puissance polaire présente en Arctique et de plus en plus en Antarctique, et tourné vers la troisième réserve d'eau douce du monde qu'est l'Himalaya. On sort du cadre eurocentré : ce n'est plus l'Europe qui est centrale mais la Chine.

D'un autre côté, l'histoire même des relations internationales tient à la projection de l'Europe hors d'elle-même. Elle a façonné le monde à son image, notamment à partir de la marqueterie westphalienne où seuls les États accèdent à l'existence internationale. Mais, et là je ne fais que reprendre Souleymane Bachir Diagne, ce vers quoi nous tendons, c'est un universel oblique, et non un universel de surplomb. L'universel de surplomb, c'est celui des Occidentaux. On impose aux autres notre conception, ce qui a ses vertus mais oublie que ce rapport à la personne existe dans d'autres cultures. L'universel oblique, ou latéral comme dit Merleau-Ponty, c'est faire dialoguer. Ce qui manque aujourd'hui, c'est probablement un lieu où s'invente ce dialogue sur l'universel. Dans l'entre-deux-guerres, il y avait le cercle réuni autour d'Albert Kahn, à Boulogne. Bergson pouvait y rencontrer Tagore. Et quand on lit celui-ci(8), sa critique acerbe de l'occidentalisation du monde et de la colonisation, et qu'on la met en regard de Teilhard de Chardin sur la personne et la planétisation du monde, c'est étonnamment aligné. Inventer un tel lieu, ce serait une manière de répondre à la panne symbolique, et de travailler à cette recherche en commun de l'universel. Car l'universel ne peut plus être imposé par quiconque. Ni par la Chine, ni par les États-Unis. Et surtout pas par le mot d'ordre de Donald Trump : je protège ce que je suis, et ce que vous êtes ne m'intéresse pas.

Un pas de côté, pour finir.

Dans Mémoires d'Hadrien, Marguerite Yourcenar fait dire à l'empereur : « puisque la haine, la sottise, le délire ont des effets durables, je ne voyais pas pourquoi la lucidité, la justice, la bienveillance n'auraient pas les leurs. » Croyez-vous à cette équivalence, ou n'est-ce qu'une consolation moraliste ?

Je ne pense pas que cela soit une consolation moraliste, ni même un exercice de style. N'oublions pas qu'avec Hadrien s'exprime le stoïcisme, à savoir l'une des matrices de la bienveillance. Si l'on se réfère à la longue durée, le recours à la haine est une vue très courte ; on ne peut pas considérer que la lucidité, la justice et la bienveillance n'aient pas, elles aussi, leurs effets durables. Mais à une condition : l'effort. Un effort associé au courage politique qui semble avoir déserté de beaucoup de responsables. Il est tellement facile de désigner le migrant d'à côté comme le problème. Or, observer les choses de manière posée et nuancée suppose un effort. En cela, cette phrase de Yourcenar est très actuelle.

8 Nationalisme (1924) ; La religion de l'homme (1930).